

Editorial

Ce numéro comporte deux dossiers, l'un sur « Russie-Asie centrale : regards réciproques », l'autre sur « La partition en question : Bosnie-Herzégovine, Caucase, Chypre ».

Comme le soulignent Marlène Laruelle et Johann Uhres, les coordonnateurs du premier dossier, la valeur géopolitique de l'Asie centrale reste parfois surestimée et le regard porté sur elle trop unilatéral : proximité avec des foyers politiquement instables, routes de la drogue et des armes, base arrière de mouvements radicaux musulmans, menaces de déstabilisation des régimes en place par des « lames de fond » religieuses inattendues, etc. Même si certains de ces faits sont réels, l'Asie centrale ne se limite pas à eux : la zone est également un espace post-soviétique héritier d'un passé colonial russe. La vie dans les cinq républiques (Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizie et Tadjikistan) est celle, aujourd'hui encore, d'un monde anciennement soviétique plus que d'un espace « musulman » au sens turco-persan du terme.

L'interférence entre mondes russe et centrasiatique à laquelle s'intéresse notre premier dossier (avec les contributions des deux coordonnateurs mais aussi de Xavier Hallez, Mischa Gabowitch, Sébastien Peyrouse, Arnaud Ruffier) en mettant l'accent sur les relations discursives des deux mondes, permet de comprendre ces sociétés dans leur complexité sociale et politique, de prendre conscience de la rupture historique que fut la colonisation et enfin de mieux mesurer ce qu'il reste de « soviétisme » dans l'Asie centrale contemporaine. Les auteurs mettent en avant le regard que chacun porte sur l'autre : les questions d'identité et d'altérité sont donc au cœur de la réflexion.

Le dossier est organisé en trois parties : la première s'intéresse aux rapports historiques entre Russes et Centrasiatiques aux époques tsariste et soviétique ; la seconde insiste sur les regards, officiels ou non, que Russie et Asie centrale se renvoient ; la dernière partie se concentre sur le Kazakhstan où l'influence russe est la plus présente.

A travers la biographie de Potanin, Xavier Hallez montre l'importance des liens culturels, scientifiques et politiques existant entre les steppes kazakhes et la Sibérie. Les rapports privilégiés que Potanin a entretenus avec une partie de l'intelligentsia kazakhe ont fortement influencé tant les études ethnographiques de Potanin que la réflexion identitaire et politique des Kazakhs. Arnaud Ruffier cerne, à travers l'étude des fêtes ouzbèkes, la nature des rapports que les individus entretenaient avec le pouvoir soviétique. Il y voit même « une forme de résistance de l'acteur dans un cadre politique totalitaire », voire les éléments d'une « démocratie primitive ».

Dans un travail minutieux, Johann Uhres revient sur les manuels d'histoire d'Asie centrale¹ post-soviétique, qui élaborent un discours national comprenant une opposition à la Russie. Cette reconstruction identitaire reconsidère l'histoire, et notamment cette partie du passé que constitue la conquête coloniale et qui avait déjà été réinterprétée à plusieurs reprises dans l'historiographie soviétique. Mischa Gabowitsch avance que la plupart des experts ou connaisseurs ou intellectuels s'intéressant à l'Asie centrale de l'ex-URSS sont dans les nouvelles républiques et non plus en Russie. Ce déficit de connaissance et d'expertise nuit à la bonne gestion des relations entre la Russie et l'Asie centrale. L'analyse du discours russe sur l'Asie centrale traduit cette vision nouvelle de territoire devenu externe.

Sébastien Peyrouse choisit le prisme pertinent qu'est la minorité russe du Kazakhstan, pour étudier les relations entre Russie et Asie centrale. Les nouvelles républiques doivent gérer un passé colonial puis soviétique aujourd'hui encore extrêmement prégnant tout en développant une rhétorique sur la « naturalité » de leurs frontières, de leur histoire et de leur Etat-nation.

Enfin, Marlène Laruelle revient sur l'eurasisme² russe d'abord qui, sous des dehors multiculturalistes, constitue l'une des expressions du nationalisme, dénoncée par les intellectuels non-russes de l'ex-Union soviétique, kazakh ensuite, reflétant la radicalisation du pays. « L'eurasisme écrit-elle, semble un mode de discours nationaliste spécifique, qui rejette toute définition strictement ethnique de la nation, prône la constitution d'aires régionales unies par des traits culturels communs, mais qui n'envisage pas moins, sur un mode souvent messianique, le peuple qu'il représente comme premier parmi des frères égaux ».

Dans le deuxième dossier qui porte sur « La partition en question » autour de la Bosnie-Herzégovine, du Caucase et de Chypre, Gilles Bertrand³ qui en est le coordonnateur, rejette avec vigueur, s'agissant de Chypre, les explications des thèses du complot des « Grandes puissances » (qui semble avoir été abandonnée) et de conflit « ethnique », approche qu'il qualifie de « pseudo-psychologique » et « culturaliste ».

Dans une contribution méthodologique, Alexis Heraclides distingue deux types de revendications et souvent, d'entreprises : partitionnistes et sécessionnistes. Les unes et les autres visent à détacher une ou plusieurs parties du territoire et de la population d'un Etat pour en fonder un ou plusieurs autres. La différence entre sécessionnisme et partitionnisme est ténue. Dans le premier cas, la séparation s'apparente surtout à une amputation et l'Etat pré-existant n'est pas fondamentalement remis en cause, il survit. Dans le deuxième cas, l'existence même de l'Etat est contestée et sa disparition, en tant que tel, réclamée voire réalisée.

A travers la contribution d'Aude Merlin, on voit mieux l'immense difficulté qu'il y a pour comprendre et surtout gérer sur le plan géopolitique la région caucasienne où de multiples logiques sont imbriquées. La problématique de la partition des républiques « bititulaires » y est exposée dans sa complexité, avec le souci de présenter les enjeux et les évolutions.

¹ Voir Johann Uhres, « Ethnogénèse et turcité. Conception de l'origine dans les manuels scolaires des républiques centrasiatiques turcophones », CEMOTI, n° 31, 2001, p. 57-88 et « Le point sur les alphabets utilisés pour les langues turciques », CEMOTI, n° 29, 2000, p. 287-319.

² Voir Marlène Laruelle, « Jeux de miroir. L'idéologie eurasiiste et les allogènes de l'Empire russe », CEMOTI, n° 28, 1999, p. 207-229.

³ Voir Gilles Bertrand, « Chypre : diaspora(s) et conflit », CEMOTI, n° 30, 2000, pp. 59-81.

Marion Avrillier évoque le cas de la ville de Mostar, divisé entre Croates et Bosniaques au sein de la Bosnie-Herzégovine, 'Etat' en réalité divisé par les accords de Dayton. Elle souligne que le concept d' « ethnies » couramment employé pour désigner les appartenances identitaires dans les Balkans, dont l'utilisation est souvent décriée dans les descriptions des sociétés post-coloniales, ne semble en rien correspondre au contexte de ce pays où l'origine comme la langue sont communes aux différentes populations. Niyazi Kizilyürek revient sur le contentieux chypriote, en se référant aux travaux sur le multiculturalisme de Will Kymlicka, et en avançant qu'une autre solution que la partition n'est pas impossible, solution à moyen ou long terme (*sustainable peace*).

En dehors des deux dossiers, nous vous proposons plusieurs autres études.

« Les distinctions de catégories ethniques ne dépendent pas d'une absence de mobilité, de contact ou d'information mais impliquent des processus sociaux d'exclusion et d'incorporation par lesquels des catégories discrètes se maintiennent, malgré des changements dans la participation et l'appartenance au cours des histoires individuelles ». Suivant cette logique énoncée par Fredrick Barth, Jeanne Hersant nous livre les résultats d'une enquête qu'elle a menée en 2001, dans quelques villes d'Allemagne et à Londres auprès des associations de Turcs de Thrace occidentale. Elle considère que le territoire de la Thrace est un élément central, comme terre d'origine mais aussi comme lieu de compromis entre la Grèce et la Turquie, où se réalise « la catharsis des identités ».

« Catharsis des identités », « Syncrétisme identitaire », « claustrophobie identitaire », les concepts sur l'identité abondent dans ces deux dossiers pour désigner souvent ce que S.Peyrouse appelle, évoquant la minorité russe au Kazakhstan, « un sentiment identitaire à cheval sur ses deux espaces de référence ».

David Gaüzère attire notre attention sur le statut de la femme en Kirghizie, qui a toujours représenté une exception notable en Asie centrale. Les femmes kirghiz ont toujours occupé, déjà avant l'époque soviétique, de hautes fonctions politiques et économiques. En parlant de l'islam kirghiz, il évoque aussi le fait que sa pratique n'est pas « textuelle » mais « rituelle ».

En s'appuyant sur le modèle théorique du « syndrome hollandais » (selon lequel dans une économie à l'équilibre de plein emploi et pour un niveau technologique donné, une augmentation permanente du flux de fonds externes conduit à une modification des prix relatifs, qui entraîne le développement du secteur protégé et le déclin du secteur exposé), Thierry Coville se penche sur l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan. Ces derniers ont axé leur développement sur l'exploitation du pétrole (cas des deux premiers pays cités) ou du gaz (cas du Turkménistan). Le poids des recettes tirées des hydrocarbures signifie que l'on peut considérer que ces économies sont déjà des économies rentières.

Dans un tout autre registre, Yvette Benusiglio propose un compte rendu détaillé des réunions d'Abant tenues en 1998 et 1999, des rencontres d'intellectuels qui sont un peu à l'origine de ce que l'on a appelé « l'esprit d'Abant ». Des notions comme « communautarisme religieux », « sécularisation », « laïcité », « Etat de droit démocratique » furent au centre des débats.

Dans « Contrepoint », Alain Roussillon revient avec force, sur le numéro précédent « Musulmans d'Europe », pour contester les notions d' « incorporation d'une religion », d' « essentialisation de l'islam » contre laquelle nous mettais déjà en garde J.Cesari, mais surtout pour souligner l'improbabilité de voir les musulmans en Europe à faire communauté, soit que la réalité de la « segmentarité » des appartenances n'en finisse pas d'imposer la diversité de leur rapport à la religion, soit que la diversité des gestions étatiques conjugue ses effets avec celle des musulmans eux-mêmes pour dénier de sens l'idée d'un « islam d'Europe ».

« 'Fiction-documentaire' contre archaïsmes de l'Iran moderne » est le titre quelque peu provocateur de « Chronique artistique » d'Yves Thoraval. Olivier Grojean rend compte d'un livre sur la Turquie, sous la direction d'Isabelle Rigoni.

Gema Martin Munoz professeur de sociologie arabe et islamique de l'université autonome de Madrid a accepté de rejoindre le Conseil scientifique de la revue. Helena Olivan de l'Institut européen de la Méditerranée, et Myria Georgiou, chercheuse au London School of Economics and Political Science seront désormais nos correspondantes, respectivement à Barcelone et à Londres.

Semih Vaner